

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 3939

[C — 2010/29605]

14 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 12 mai 2004 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personne physique ou d'association familiale en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 mai 2004 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personne physique ou d'association familiale en Communauté française, notamment les articles 5, 10, 11, 12 et 14, alinéa 2, modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu l'avis du Conseil d'héraldique et de vexillologie du 29 janvier 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juin 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2010;

Vu l'avis n°48.573/2/V du Conseil d'Etat, donné le 23 août 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « ornements extérieurs » : heaume, lambrequins, bourrelet, cimier, devise, à l'exclusion de ceux réservés à la noblesse du Royaume;

2° « Ministre » : le Ministre ayant la Culture dans ses attributions;

3° « décret » : le décret du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2004 relatif à l'enregistrement d'armoiries de personnes physiques ou d'association familiale en Communauté française;

4° « Administration » : le service du Patrimoine culturel;

5° « le requérant » : le demandeur d'enregistrement d'armoiries;

6° « le Conseil » : le Conseil d'héraldique et de vexillologie;

7° « les armoiries anciennes » : les armoiries portées antérieurement à la fin de l'Ancien Régime.

CHAPITRE 2. — De la procédure d'enregistrement d'armoiries et de la modification, abrogation ou annulation d'armoiries

Section 1^{re}. — De la procédure d'enregistrement d'armoiries

Art. 2. Toute demande d'enregistrement d'armoiries est adressée par courrier recommandé à l'Administration et est accompagnée des éléments suivants :

1° l'identité complète du requérant;

2° une attestation de domiciliation du requérant délivrée par l'administration communale de son domicile ou, s'il s'agit d'une association familiale, les statuts et règlement d'ordre intérieur;

3° si le requérant est une association familiale constituée en ASBL, la décision d'introduire une demande d'enregistrement émanant de l'organe compétent;

4° la description et un dessin des armoiries demandées ainsi que des ornements extérieurs éventuels;

5° si la demande porte sur l'enregistrement d'armoiries nouvelles, notamment la motivation du contenu et du choix des émaux des armoiries concernées;

6° pour les armoiries anciennes, la preuve du droit du requérant à porter les armoiries sollicitées, à les transmettre et à s'en prévaloir à l'égard des tiers, par tout document, copies d'actes authentifiés.

Art. 3. § 1^{er}. Dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier complet de demande, l'Administration notifie par recommandé au requérant la recevabilité de la demande. Elle transmet le dossier sans délai au Conseil de manière à lui permettre de l'examiner lors de sa plus prochaine séance.

§ 2. Tout dossier de demande qui ne répond pas aux obligations fixées à l'article 2 fait l'objet d'une demande de complément d'information dans les trente jours de sa réception. A compter de la réception par le requérant de la demande de complément d'information, celui-ci dispose d'un délai de trente jours pour fournir les documents requis. Ce délai, sur demande écrite et justifiée du requérant, peut être prolongé par l'Administration, d'une période de trente à nonante jours.

L'Administration statue définitivement sur la recevabilité du dossier dans un délai de trente jours à dater de la réception des compléments d'information. Si le requérant ne fournit pas dans le délai imparti le complément d'information demandé, l'Administration notifie par recommandé au requérant la décision d'irrecevabilité de la demande d'enregistrement d'armoiries.

Art. 4. Le Conseil remet au Ministre, dans un délai de trois mois à compter de la réception du dossier complet, un avis motivé relatif à l'enregistrement des armoiries faisant l'objet de la demande d'enregistrement.

Le Ministre dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de l'avis du Conseil pour autoriser ou non l'enregistrement des armoiries. La décision est notifiée par le Ministre par recommandé au requérant.

Section 2. — De la procédure de modification, abrogation ou annulation de l'enregistrement d'armoiries

Art. 5. La procédure de modification, d'abrogation ou d'annulation d'un enregistrement peut être entamée à l'initiative :

- 1° du Ministre;
- 2° du Conseil;
- 3° de toute personne s'estimant lésée par un enregistrement;
- 4° du (des) bénéficiaire(s) de l'enregistrement.

Art. 6. La demande de modification, d'abrogation ou d'annulation d'un enregistrement introduite par l'une des personnes visées à l'article 5, 3° et 4°, est adressée par courrier à l'Administration et est accompagnée des éléments suivants :

- 1° l'identité complète des personnes visées à l'art. 5, 3° et 4°;
- 2° un exposé des motifs de la demande, accompagné de toutes pièces susceptibles d'appuyer la demande.

Art. 7. § 1^{er}. Dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier complet de demande, l'Administration notifie par recommandé au demandeur la recevabilité de la demande. Elle transmet le dossier sans délai au Conseil.

§ 2. L'Administration peut adresser au demandeur une demande de complément d'information, dans les trente jours de la réception du dossier de demande. A compter de la réception de la demande de complément d'information, le demandeur dispose d'un délai de trente jours pour fournir les informations et documents requis.

L'Administration statue définitivement sur la recevabilité du dossier dans un délai de trente jours à dater de la réception des compléments d'information. Si le dossier reste incomplet au terme du délai fixé à l'alinéa 1^{er}, seconde phrase, l'Administration notifie par courrier recommandé au demandeur la décision d'irrecevabilité de la demande de modification, d'abrogation ou d'annulation d'un enregistrement.

Art. 8. § 1^{er}. Le Conseil remet au Ministre, dans un délai de trois mois à compter de la réception du dossier, un rapport motivé relatif à la modification, l'abrogation ou l'annulation de l'enregistrement.

§ 2. Le Ministre notifie par courrier recommandé au bénéficiaire de l'enregistrement et, le cas échéant, à la personne visée à l'article 5, 3°, la proposition contenue dans le rapport du Conseil et l'informe qu'il a la possibilité, s'il en exprime le souhait, de déposer un mémoire en réponse dans un délai de trente jours à compter de cette notification.

§ 3. Le Conseil, après audition de la personne concernée ou de l'un de ses représentants ou, le cas échéant, examen du mémoire conformément à l'article 10, alinéa 2, c), du décret, remet au Ministre un avis relatif à la modification, l'abrogation ou l'annulation de l'enregistrement.

§ 4. Le Ministre dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de l'avis du Conseil pour décider s'il y lieu de modifier, d'abroger ou d'annuler l'enregistrement. La décision est notifiée, par courrier recommandé, au bénéficiaire de l'enregistrement et, le cas échéant, à la personne visée à l'article 5, 3°.

CHAPITRE 3. — De la publication d'enregistrement, de modification, d'abrogation ou d'annulation d'armoiries

Art. 9. Les armoiries en couleur réalisées aux frais du requérant par un artiste expert en héraldique figurent sur l'arrêté autorisant l'enregistrement d'armoiries.

Art. 10. Sont publiées au *Moniteur belge*, les mentions suivantes :

- 1° le numéro d'ordre et la date de l'enregistrement;
- 2° l'identité complète du (des) bénéficiaire(s);
- 3° la description des armoiries et des éventuels ornements extérieurs.

Le greffier du Conseil porte au registre visé à l'article 10 du décret les mentions visées à l'alinéa 1^{er}, ainsi que les date et page de la publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Les mentions de la modification, l'abrogation ou l'annulation de l'enregistrement d'armoiries exécutée conformément à l'article 10, alinéa 2, points a) à d) du décret, sont portées au registre par le greffier du Conseil en marge de l'autorisation d'enregistrement obtenue par le bénéficiaire.

Toute modification, abrogation ou annulation d'un enregistrement d'armoiries est publiée au *Moniteur belge*. Les date et page de la publication sont portées au registre.

CHAPITRE 4. — De la délivrance des copies et extraits du registre

Art. 12. Des copies ou extraits du registre, certifiés par l'Administration, peuvent être demandés par le(s) bénéficiaire(s) ou leurs ayants droit, et par toute personne justifiant d'un but scientifique.

CHAPITRE 5. — Des redevances et frais relatifs à l'accomplissement des formalités d'enregistrement et à la délivrance de copies ou d'extraits du registre

Art. 13. § 1^{er}. Le montant des frais liés à l'accomplissement des formalités d'enregistrement ou modification d'armoiries est fixé à cinq cents euros par demande.

Ce montant est fixé à cent cinquante euros pour les personnes visées à l'art. 14, 1^{er} alinéa, du décret.

§ 2. La délivrance de copies ou extraits du registre est soumise à la perception d'un montant de cinquante euros.

§ 3. Ces montants sont versés sur un compte bancaire de la Communauté française désigné par l'Administration.

CHAPITRE 6. — *De la reconnaissance des associations généalogiques et héraldiques*

Art. 14. § 1^{er}. Le Ministre peut reconnaître l'association généalogique et héraldique belge qui a entériné et publié des armoiries de personne physique ou association familiale en Communauté française.

§ 2. L'association dispose de quinze jours à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour adresser, par lettre recommandée à l'Administration une demande de reconnaissance, comportant la motivation de celle-ci et tout document utile à cet effet.

Le Ministre dispose de trente jours à dater de la réception de la demande par l'Administration pour octroyer la reconnaissance. Il la notifie par recommandé au demandeur.

La reconnaissance est valable à dater de la décision du Ministre jusqu'au 1^{er} janvier 2011.

CHAPITRE 7 — *Dispositions finales*

Art. 15. Le Ministre qui a la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 octobre 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
de la Santé et de l'Égalité des Chances,

Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 3939

[C — 2010/29605]

14 OKTOBER 2010. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende uitvoering van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de registratie van wapenschilden van natuurlijke personen of familieverenigingen in de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 betreffende de registratie van wapenschilden van natuurlijke personen of familieverenigingen in de Franse Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 5, 10, 11, 12 en 14, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het advies van de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde, gegeven op 29 januari 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juni 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juli 2010;

Gelet op het advies nr. 48.573/2/V/ van de Raad van State, gegeven op 23 augustus 2010 met toepassing van artikel 84, § 1, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o « externe ornamenten » : helm, helmkleed, wrong, helmteken, wapenspreuk, met uitzondering van deze die aan de adel van het Rijk worden voorbehouden;

2^o « Minister » : de Minister bevoegd voor cultuur;

3^o « decreet » : het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 mei 2004 betreffende de registratie van wapenschilden van natuurlijke personen of familieverenigingen in de Franse Gemeenschap;

4^o « bestuur » : de dienst cultureel erfgoed;

5^o « de aanvrager » : de persoon die een aanvraag om registratie van een wapen indient;

6^o « de Raad » : de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde;

7^o « het oude wapen » : het wapen dat vroeger op het einde van het Ancien Régime werd gevoerd.

HOOFDSTUK 2. — *Procedure voor het registreren van een wapen en voor de wijziging, opheffing of vernietiging van de registratie van een wapen**Afdeling 1.* — *Procedure voor het registreren van een wapen*

Art. 2. Elke aanvraag om registratie van een wapen wordt bij aangetekend schrijven aan het bestuur gericht, samen met de volgende gegevens :

1^o de volledige identiteit van de aanvrager;

2^o een woonplaatsattest van de aanvrager, uitgereikt door het gemeentebestuur van zijn woonplaats of, als het gaat om een familievereniging, de statuten en het huishoudelijk reglement;

3^o als de aanvrager een familievereniging is, die als een VZW opgericht is, de beslissing tot indienen van een registratieaanvraag die door het bevoegde orgaan wordt genomen;

4° de beschrijving en een teken van het aangevraagde wapen alsook van de eventuele externe ornamenten;

5° als de aanvraag betrekking heeft op de registratie van een nieuw wapen, de motivering van de inhoud en van de keuze van de emblemen van het betrokken wapen;

6° voor het oude wapen, het bewijs van het recht van de aanvrager het aangevraagde wapen te voeren, het over te dragen en zich erop te beroepen ten aanzien van derden, door middel van elk document, afschriften van voor echt verklaarde akten.

Art. 3. § 1. Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het volledige aanvraagdossier, deelt het bestuur bij aangetekend schrijven de aanvrager mee dat de aanvraag ontvankelijk is. Het zendt het dossier aan de Raad zonder verwijl door opdat deze dit op zijn volgende vergadering zou kunnen onderzoeken.

§ 2. Voor elk aanvraagdossier dat niet beantwoordt aan de in artikel 2 bedoelde verplichtingen wordt een aanvraag om aanvullende informatie binnen dertig dagen na de ontvangst ervan ingediend. Vanaf de ontvangst door de aanvrager van de aanvraag om aanvullende informatie, beschikt deze over een termijn van dertig dagen om de vereiste documenten te leveren. Die termijn kan, op schriftelijk en verantwoord verzoek van de aanvrager, door het bestuur, met een periode van dertig tot negentig dagen worden verlengd.

Het bestuur beslist definitief over de ontvankelijkheid van het dossier binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvullende informatie. Indien de aanvrager de aangevraagde aanvullende informatie niet binnen de vereiste termijn levert, deelt het bestuur bij aangetekend schrijven de aanvrager mee dat de aanvraag om registratie van het wapen niet ontvankelijk is.

Art. 4. Binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het volledige dossier, brengt de Raad de Minister een met redenen omkleed advies uit betreffende de registratie van het wapen waarvoor een aanvraag om registratie werd ingediend.

De Minister beschikt over een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de Raad om een wapen al dan niet te registreren. De Minister geeft de aanvrager kennis van de beslissing bij aangetekend schrijven.

Afdeling 2. — Procedure voor de wijziging, opheffing of vernietiging van de registratie van een wapen

Art. 5. De procedure voor de wijziging, opheffing of vernietiging van een registratie kan worden ingezet op initiatief van :

1° de Minister;

2° de Raad;

3° iedere persoon die acht dat hij door een registratie benadeeld wordt;

4° de persoon(nen) die het voordeel van de registratie geniet(en).

Art. 6. De aanvraag om wijziging, opheffing of vernietiging van een registratie, ingediend door één van de in artikel 5, 3° en 4° bedoelde personen, wordt bij een schrijven aan het bestuur gericht, samen met de volgende gegevens :

1° de volledige identiteit van de in art. 5, 3° en 4° bedoelde personen;

2° de toelichting van de redenen van de aanvraag, samen met alle stukken ter staving van de aanvraag.

Art. 7. § 1. Binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag deelt het bestuur bij aangetekend schrijven de aanvrager mee dat de aanvraag ontvankelijk is. Het zendt het dossier aan de Raad onverwijld door.

§ 2. Het bestuur kan een aanvraag om aanvullende informatie aan de aanvrager richten binnen de dertig dagen na de ontvangst van het aanvraagdossier. Vanaf de ontvangst van de aanvraag om aanvullende informatie, beschikt de aanvrager over een termijn van dertig dagen om de vereiste informatie en documenten mee te delen.

Het bestuur beslist definitief over de ontvankelijkheid van het dossier binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvullende informatie. Indien het dossier op het einde van de in het eerste lid, 2e zin, vastgestelde termijn onvolledig blijft, deelt het bestuur de aanvrager bij een aangetekend schrijven mee dat de aanvraag om wijziging, opheffing of vernietiging van een registratie niet ontvankelijk is.

Art. 8. § 1. Binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de ontvangst van het dossier, legt de Raad de Minister een met redenen omkleed verslag voor betreffende de wijziging, de opheffing of de vernietiging van de registratie.

§ 2. De Minister geeft de persoon die het voordeel van de registratie geniet en, in voorkomend geval, de in artikel 5, 3° bedoelde persoon, bij aangetekend schrijven kennis van het voorstel vervat in het verslag van de Raad en deelt hem mee dat hij, zo hij dit wenst, een memorie van antwoord kan indienen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf die kennisgeving.

§ 3. Na de betrokken persoon of één van zijn vertegenwoordigers te hebben gehoord, of, in voorkomend geval, na het memorie te hebben onderzocht overeenkomstig artikel 10, tweede lid, c) van het decreet, brengt de Raad de Minister een advies uit betreffende de wijziging, de opheffing of de vernietiging van de registratie.

§ 4. Te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de Raad, beschikt de Minister over een termijn van drie maanden om te beslissen of de registratie moet worden gewijzigd, opgeheven of vernietigd. Van de beslissing wordt bij aangetekend schrijven kennis gegeven aan de persoon die het voordeel van de registratie geniet en, in voorkomend geval, aan de in artikel 5, 3° bedoelde persoon.

HOOFDSTUK 3. — *Bekendmaking van de registratie van een wapen, en van de wijziging, opheffing of vernietiging van die registratie*

Art. 9. Het wapen in kleuren die op kosten van de aanvrager wordt verwezenlijkt door een kunstenaar die deskundig is inzake heraldiek wordt afgebeeld in het besluit dat de registratie van het wapen toelaat.

Art. 10. In het *Belgisch Staatsblad* worden de volgende meldingen bekendgemaakt :

1° het ordenummer en de datum van de registratie;

2° de volledige identiteit van de persoon(nen) die het voordeel van de registratie geniet(en);

3° de beschrijving van het wapen en van de eventuele externe ornamenten.

De griffier van de Raad neemt in het register bedoeld in artikel 10 van het decreet de in het eerste lid bedoelde meldingen alsook de datum en de bladzijde van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* op.

Art. 11. De meldingen betreffende de wijziging, de opheffing of de vernietiging van de registratie van een wapen, die overeenkomstig artikel 10, tweede lid, punten *a)* tot *d)* van het decreet wordt uitgevoerd, worden in het register opgenomen door de griffier van de Raad, naast de toelating tot registratie die wordt gekregen door de persoon die het voordeel van de registratie geniet.

Elke wijziging, opheffing of vernietiging van de registratie van een wapen wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. De datum en de bladzijde van de bekendmaking worden in het register opgenomen.

HOOFDSTUK 4. — *Aflevering van afschriften en uittreksels uit het register*

Art. 12. De afschriften of uittreksels uit het register, die door het bestuur voor echt worden verklaard, kunnen worden aangevraagd door de persoon(en) die het voordeel van de registratie geniet(en) of zijn (hun) rechthebbenden, en door iedere persoon die het bewijs levert van een wetenschappelijk doel.

HOOFDSTUK 5. — *Heffingen en kosten betreffende de nadere regels voor de registratie en de aflevering van afschriften of uittreksels uit het register*

Art. 13. § 1. Het bedrag van de kosten voor de nadere regels voor de registratie of de wijziging van een wapen wordt op vijfhonderd euro per aanvraag vastgesteld.

Dat bedrag wordt op vijfhonderd euro vastgesteld voor de in artikel 14, eerste lid, van het decreet bedoelde personen.

§ 2. De aflevering van afschriften of uittreksels uit het register wordt onderworpen aan het heffen van een bedrag van vijftig euro.

§ 3. Die bedragen worden gestort op een bankrekening van de Franse Gemeenschap die door het bestuur wordt aangeduid.

HOOFDSTUK 6. — *Erkenning van de genealogische en heraldische verenigingen*

Art. 14. § 1. De Minister kan de Belgische genealogische en heraldische vereniging erkennen die wapens van natuurlijke personen of familieverenigingen in de Franse Gemeenschap heeft goedgekeurd en bekendgemaakt.

§ 2. De vereniging beschikt over veertien dagen te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit om bij een aangetekend schrijven aan het bestuur een aanvraag om erkenning te zenden, die de motivering ervan en elk document dat ervoor nuttig is, bevat.

De Minister beschikt over dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag door het bestuur, om de erkenning toe te kennen. Hij geeft de aanvrager daarvan kennis.

De erkenning is geldig vanaf de beslissing van de Minister tot 1 januari 2011.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 15. De Minister bevoegd voor cultuur wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 oktober 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 3940

[C - 2010/31519]

28 OKTOBER 2010. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dat de milieu- en energiewetgeving in overeenstemming brengt met de regels van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 3940

[C - 2010/31519]

28 OCTOBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale mettant la législation environnementale et énergétique en conformité avec les exigences de la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 8;

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1^{er};